

## Fortis va-t-il continuer à sponsoriser Anderlecht ?

Malgré les ravages de la crise financière, Fortis va poursuivre jusqu'à la fin de la saison sa collaboration de sponsoring avec le club néerlandais de football du Feyenoord Rotterdam, a annoncé Fortis dans un communiqué mercredi. Fortis sponsorise le club de football rotterdamois depuis la saison 2004-2005. En Belgique, Fortis sponsorise de longue date le club d'Anderlecht. Des discussions ont lieu ces derniers temps au sujet d'un possible nouveau contrat entre le club bruxellois et Fortis mais on n'en sait pas davantage à l'heure actuelle.

## Les dépenses des Belges à l'étranger en hausse

Les voyageurs belges ont dépensé 12,58 milliards d'euros en 2007 à l'étranger, soit 210 millions de plus qu'un an auparavant, selon les chiffres de la Banque Nationale. Durant les neuf premiers mois de l'année 2008 les touristes belges ne sentaient pas encore clairement les effets de la crise financière. Entre janvier et septembre ils ont dépensé 10 milliards d'euros (300 millions de plus que durant la même période en 2007 et 2006), essentiellement dans des hôtels, du shopping ou des excursions et attractions en vacances.

## Paul-François Vranken, manager de l'année

Les titres de managers de l'année ont été décernés mercredi soir par le magazine Trends (Tendances), au « vice-roi du champagne » Paul-François Vranken, côté francophone, et aux responsables de la société de production flamande Studio 100, Hervé Bournal et Gert Verhulst, côté néerlandophone. En 30 ans, Paul-François Vranken a étendu son empire de la Cham-

pagne à la Camargue et au Portugal. Celui qui s'est expatrié à l'âge de 20 ans et qui a renoncé à sa nationalité à 40 ans, n'a plus grand-chose de belge. Son groupe Vranken-Pommery Monopole (VPM) possède les marques Demoiselle, Charles Lafitte, Heidsieck Monopole et Pommery. Le groupe belgo-français se place au deuxième rang des producteurs derrière LVMH.



Photo: Belga

## Van Rompuy désormais sans mandat rémunéré

Le Premier ministre Herman Van Rompuy n'a pas seulement remis ses mandats au sein du bancas-sureur Dexia. Il a aussi renoncé au mandat au sein du groupe néerlandais de construction BAM et n'a désormais plus aucun mandat rémunéré, a annoncé le Tjfd mercredi. Il n'existe pas de loi interdisant aux hommes politiques d'exercer des mandats d'administrateurs au sein d'une entreprise, mais une circulaire stipule que pour des raisons déontologiques, la fonction de Premier ministre est incompatible avec tel un mandat.

### Editorial



par Nicolas Ghislain  
Rédacteur en chef adjoint

# Le niveau de vie des Russes lié aux bénéfices de Gazprom

## L'immobilier belge à l'abri des excès

La crise financière ne devrait pas avoir d'effets dévastateurs sur le secteur immobilier en Belgique. C'est l'une des conclusions, rassurantes, de l'enquête que L'ECHO a menée sur l'évolution du marché hypothécaire dans notre pays en 2008 (lire page 15). Ce marché a, certes, enregistré un tassement évident dans les derniers mois de 2008, mais il n'a pas connu d'effondrement, loin de là. Or, le marché hypothécaire constitue l'un des indicateurs clés pour mesurer la

pour le mieux dans ce secteur éminemment sensible pour l'économie belge. La crise laissera incontestablement des traces. Actuellement, l'attentisme et les décisions de report des investissements prédominent dans un marché résidentiel où les candidats guettent manifestement des signaux positifs et des jours meilleurs avant de s'engager. Le caractère ultra-dominant des formules de prêts à taux fixe, qui rassurent les acquéreurs en période d'incertitude

Les reculs devraient au maximum atteindre 10 % pour les biens les plus exceptionnels mais devraient se limiter à quelques pour-cent pour la plus grande partie du parc immobilier.

santé de l'immobilier résidentiel en Belgique, 80 % des achats étant traditionnellement assortis de la conclusion d'un contrat hypothécaire. Contrairement à d'autres pays dans lesquels la bulle immobilière a véritablement explosé en 2008 (Espagne, Grande-Bretagne et France, surtout à Paris), la Belgique devrait donc être à l'abri d'une correction sévère de l'immobilier résidentiel qui aurait pu désespérer encore un petit peu plus les investisseurs locaux. Avec des reculs qui devraient au maximum atteindre 10 % pour les biens les plus exceptionnels mais devraient se limiter à quelques pour-cent pour la plus grande partie du parc immobilier, le risque d'un krach semble tout à fait inexistant. Tant mieux. Cela ne veut toutefois pas dire que tout va

économique, le démontre à suffisance. D'autant que la confiance dans les institutions financières en a pris un coup ces derniers mois. Et que la plupart des banques, qui ont enregistré des manques à gagner importants en 2008, ne baissent qu'avec parcimonie leurs taux hypothécaires, malgré les trois baisses successives des taux directeurs de la BCE. Sans doute traumatisées par les excès des subprimes — qui n'ont pourtant pas sévi de ce côté-ci de l'Atlantique —, elles souhaitent garder une marge de sécurité qui devra leur permettre, à terme, d'améliorer leurs marges. Il ne faut donc pas s'attendre à un retour à des taux historiquement bas mais plutôt espérer une certaine détente qui pourrait enfin ramener la confiance. La balle est dans le camp des banquiers... ♦

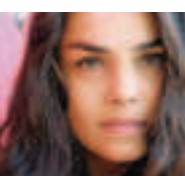
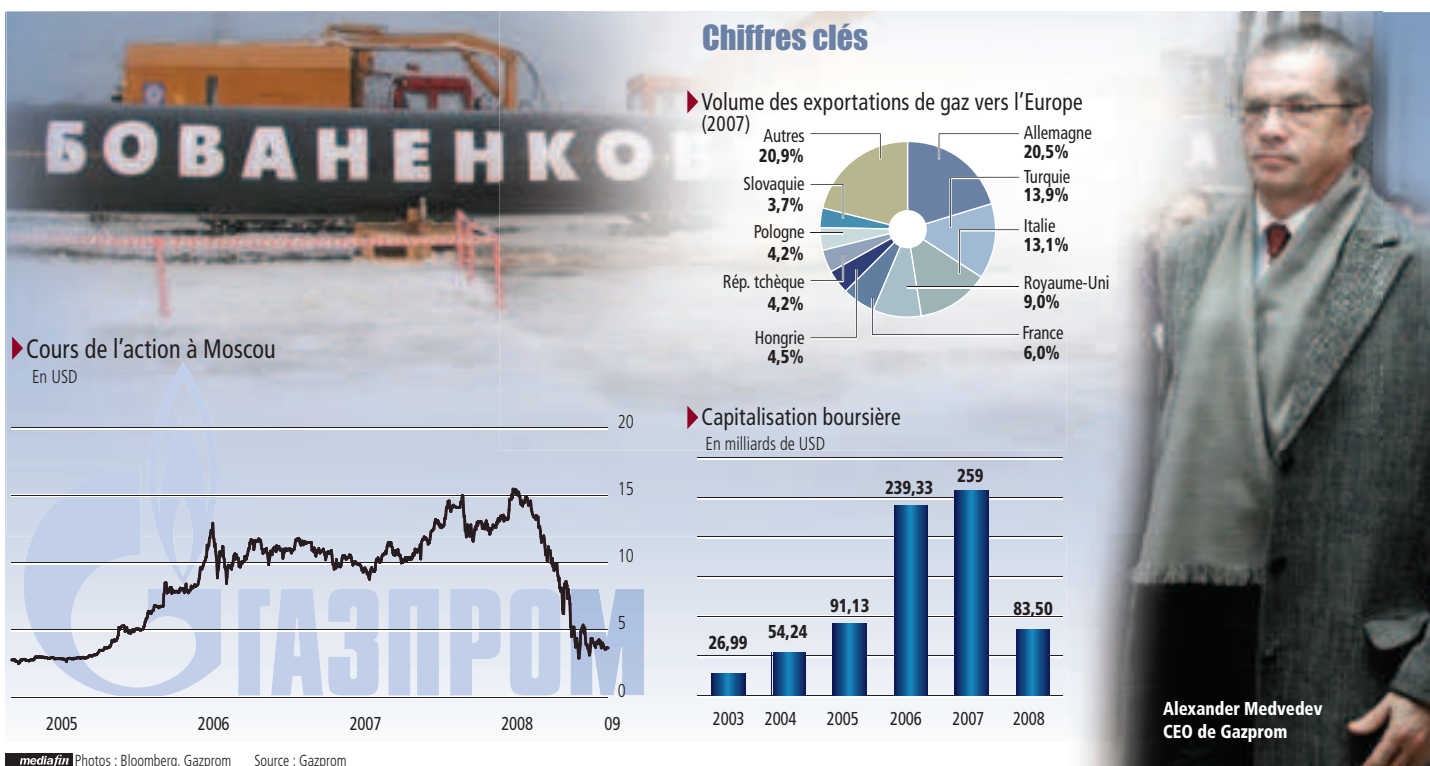
La Russie est sortie de la crise des années 1990 grâce aux hydrocarbures. Aujourd'hui Gazprom est devenu un pion majeur dans la politique intérieure et extérieure du pays.

Face au conflit qui oppose la Russie à l'Ukraine, on hésite à parler des décisions du Kremlin... ou de Gazprom, le monopole gazier créé à la fin des années 80 sur les fondements de l'ancien ministère soviétique du gaz. « Les deux se confondent pratiquement, au point qu'en Russie, la population n'hésite plus à parler de Gazpromie pour parler du pays », note la journaliste Roumiana Ougartchinska, spécialiste des pays de l'Est et auteur d'un récent livre sur la guerre du gaz (1). Selon son analyse, la Russie d'aujourd'hui ne serait pas ce qu'elle est sans son monopole gazier. Et la meilleure preuve de cet enchevêtrement d'intérêts c'est que depuis la fin du modèle soviétique, deux de ses plus hauts dirigeants sont ensuite arrivés au sommet de l'Etat. C'est le cas de l'actuel président russe Dimitri Medvedev, qui était le numéro deux du géant gazier avant de remplacer Vladimir Poutine à la tête de l'Etat.

« Cela avait aussi été le cas de Viktor Tchernomyrdine, président de Gazprom depuis sa création en 1989 à 1992, pointe la journaliste. A cette date il est devenu premier ministre de Boris Elstine. C'est lui qui a fait en sorte de maintenir un monopole gazier que le pays n'a, par contre, pas su préserver au niveau du secteur pétrolier. »

### UNE POMPE À DEVICES

Un monopole qui rapporte gros à l'Etat qui détient 50,002 % des actions du groupe. Rien que pour le premier semestre de l'exercice 2008, Gazprom a annoncé le 30 décembre dernier un bénéfice net de 13,8 milliards d'euros... en hausse de 83 %. Sur la même période, le chiffre d'affaires a grimpé de 52,4 % pour atteindre 42 milliards d'euros. Gazprom est un poids lourd de l'économie russe qui pèse à lui seul



« Les intérêts entre l'Etat et Gazprom sont à ce point imbriqués que la population ne parle plus de Russie mais de Gazpromie. » Roumiana Ougartchinska

8 % du Produit intérieur brut. Il n'intervient d'ailleurs pas que dans le gaz. Le groupe contrôle aussi des médias, des banques, une importante filiale pétrolière et produit aussi 50 % de l'électricité consommée en Russie. Mais pour Roumiana Ougartchinska, le principal intérêt de Moscou c'est ce que ce géant lui apporte en termes de devises étrangères. « 70 % des recettes en devises de l'Etat proviennent du secteur des hydrocarbures, observe-t-elle. Gazprom à lui seul intervient pour 40 % de ce montant. »

Ses fabuleuses rentrées accumulées au cours des dernières années contribuent aussi à garantir la « sécurité sociale » du pays. Chaque dollar de bénéfice accumulé lorsque le baril de pétrole dépasse 30 dollars est transféré vers un fond de stabilité qui doit assurer le maintien d'un certain niveau de vie à la population dans les périodes de crise comme celle que connaît la Russie depuis que la crise internationale l'a contaminée. Détenteur d'un cinquième des réserves mondiales de gaz naturel, Gazprom offre naturellement à la

Russie un poids proportionnel aux besoins mondiaux en hydrocarbures. Et Vladimir Poutine, depuis son accession à la présidence, a particulièrement bien manié cette arme. « Il est toutefois bien conscient qu'il a autant besoin de l'Europe pour assurer le budget de l'Etat que celle-ci a besoin de gaz », insiste Roumiana Ougartchinska.

### PIEDS D'ARGILES ?

Ceci dit, le colosse peut aussi montrer des signes de faiblesses. En juin dernier, lors d'un passage à Deauville, son CEO Alexei Miller affir-

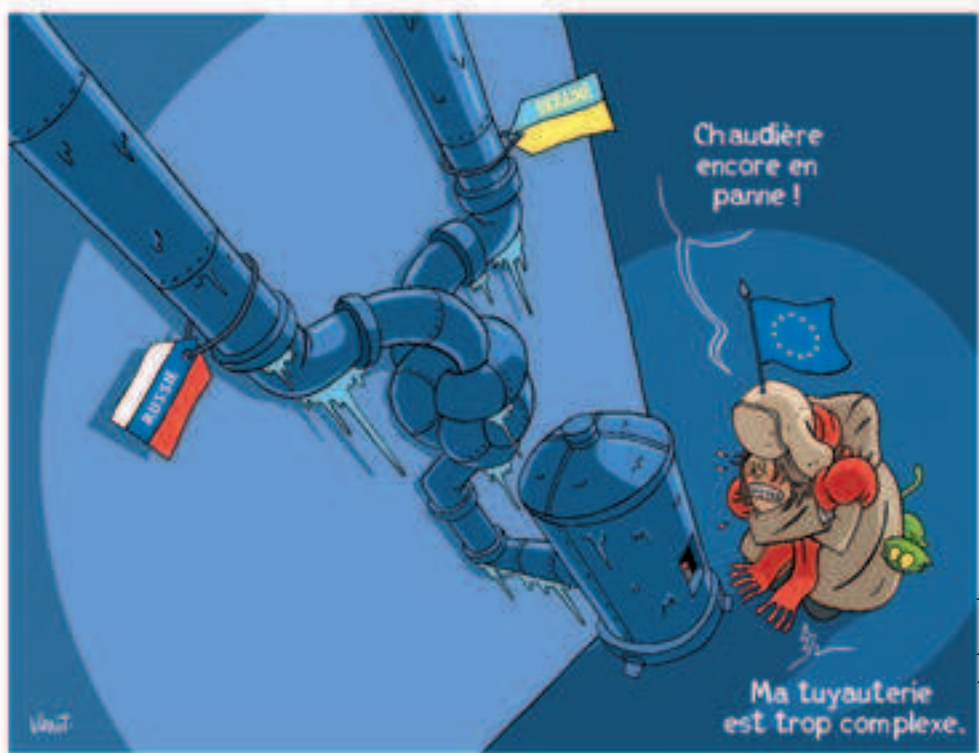
mait haut et fort que Gazprom serait la première société au monde d'ici 7 à 8 ans avec une capitalisation boursière de 1 000 milliards de dollars. Sur l'année 2008, pourtant, l'action a fondu de 68 % et Gazprom ne pointe plus qu'au 48e rang mondial.

« Dans les dix ans qui viennent, il devra pourtant investir 200 milliards de dollars pour augmenter sa capacité de production », note encore l'auteur. Parce que la population russe qui bénéficie d'un prix plancher pour son gaz en consommation de plus en plus. Gazprom devra donc en exporter davantage pour assurer des recettes en devises compensant cette large subside. ♦

Jean-Michel Lalieu

(1) Guerre du gaz, la menace russe, Roumiana Ougartchinska, Editions du Rocher, septembre 2008.

## ÉPINGLÉ PAR VADOT



### Portrait

## Hosni Moubarak n'a pas dit son dernier mot

CO-PRÉSIDENT DE L'UNION POUR LA MÉDITERRANÉE AVEC NICOLAS SARKOZY, L'INAMOVIBLE CHEF DE L'ÉTAT ÉGYPTIEN JOUE LES BONS OFFICES ENTRE ISRAËL ET LE HAMAS.

En tant que président d'un pays qui se profile depuis toujours comme la nation phare du monde arabe, Hosni Moubarak a souvent été considéré comme l'un des chefs d'État les plus influents du Moyen-Orient. D'autant qu'il est à la tête de son pays depuis vingt-sept ans. Une longévité qui n'est dépassée dans le monde arabe que par son turbulent voisin libyen, Mouammar Kadhafi. Le poids du Caire n'est toutefois plus depuis longtemps ce qu'il a été par le passé, quand l'Égypte pouvait se permettre de toiser la Ligue arabe, qui l'avait exclue pour cause de rapprochement avec Israël. Sur le plan interne, le Rais égyptien a perdu à partir du milieu des années 90 le soutien populaire dont il bénéficiait, en raison des piètres performances de l'économie, de la corruption endémique régnant dans le pays et des critiques virulentes de l'opposition islamiste. Sans compter l'intention chronique qui lui est prêtée de vouloir transformer le régime en « République héréditaire », au bénéfice de son fils Gamal. À l'extérieur, il doit compter avec la montée en puissance de plusieurs rivaux régionaux : l'Ara-

bie saoudite et ses monceaux de pétrodollars, ainsi que l'Iran, qui se profile comme la principale puissance militaire de la zone, à l'exception d'Israël. Même le microscopique Qatar est venu concurrencer la diplomatie du pays du Nil en jouant -parfois avec un certain succès- les entremetteurs dans la région.

À quatre-vingts ans, Hosni Moubarak n'a cependant pas dit son dernier mot, en dépit d'une santé que l'on dit de plus en plus chancelante. Revigoré par sa coprésidence (avec la France) de l'Union pour la Méditerranée, il a trouvé en Nicolas Sarkozy un complice efficace pour faire à nouveau entendre la voix de l'Égypte dans le conflit israélo-palestinien. Qu'il se traduise ou non par un arrêt des combats, le plan présenté mardi soir par les deux présidents représente sans doute la tentative de cessez-le-feu la plus crédible échafaudée depuis le début des hostilités à Gaza. Un succès lui permettrait notamment de faire taire les critiques de Téhéran et des autres boute-feux de la région, qui ont beau jeu de dénoncer la passivité des chancelleries arabes dans les événements actuels. ♦



Photo Reuters